

VARIA

**DETERMINANTS DES RECETTES FISCALES AU CONGO-BRAZZAVILLE :
UNE ANALYSE EMPIRIQUE A PARTIR DU MODELE ARDL****Ferdinand MOUSSAVOU***Enseignant- Chercheur
Université Marien Ngouabi, Faculté des Sciences Economiques
Brazzaville**République du Congo*fajmoussavou@gmail.com**Résumé**

Cet article analyse les déterminants des recettes fiscales au Congo-Brazzaville à partir d'un modèle autorégressif à retard échelonné (ARDL) et des données de la période 1990-2020. Les résultats de l'étude montrent qu'à court terme, la corruption, l'éducation, l'industrie, le produit intérieur brut par habitant, la masse monétaire et l'investissement direct étranger influencent les recettes fiscales. Par contre, l'agriculture, le chômage et l'inflation apparaissent neutres. De tous ces facteurs, la corruption et l'inflation ne produisent aucun effet sur le long terme. L'étude recommande la mise en œuvre des mécanismes de persuasion vis-à-vis des contribuables et l'encouragement aux comportements responsables des agents de l'administration fiscale, qui limiteront la fraude fiscale et la corruption. En plus de ces mesures, les pouvoirs publics doivent entreprendre le développement des secteurs industriels et agricoles.

Mots-clés : recettes fiscales, corruption, Congo-Brazzaville.

Abstract

This article analyzes the determinants of tax revenues in Congo-Brazzaville based on an autoregressive scaled lag (ARDL) model and data from the period 1990-2020. The results of the study show that in the short term, corruption, education, industry, gross domestic product per capita, money supply and foreign direct investment influence tax revenues. On the other hand, agriculture, unemployment and inflation appear neutral. Of all these factors, corruption and inflation produce no long-term effect.

The study recommends the implementation of persuasion mechanisms towards taxpayers and the encouragement of responsible behavior by tax administration agents, which will limit tax fraud and corruption. In addition to these measures, public authorities must undertake the development of the industrial and agricultural sectors.

Key- words: tax revenues, corruption, Congo-Brazzaville.

Classification JEL : E₅₁, H₆₃, O₅₅.

Introduction

Depuis les années 60, la problématique des déterminants des recettes fiscales est devenue une préoccupation pour les pouvoirs publics (Caldeira et al. 2019), à cause de pouvoir interventionniste et régulateur de plus en plus croissant qui lui incombe et qui constitue la base des politiques publiques. Cette préoccupation nécessite un financement public dont les principales ressources proviennent des recettes fiscales. C'est de cette manière que les Etats peuvent, par exemple, financer les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment les programmes de réduction de la pauvreté et des

inégalités de revenu, la production des services publics de qualité dans l'éducation, la santé ainsi que les infrastructures (FMI, 2018 ; Doghmi, 2020 ; Trinnou, 2021).

Sur cette thématique, de nombreux travaux se sont préoccupés de l'analyse des déterminants des recettes fiscales (Gupta, 2007 ; Caldeira et *al.* 2019 ; Doghmi, 2020 ; Radouane Jaoui et Said Youssef, 2020 ; Trinnou, 2021). Dans ce cadre, Gupta (2007) a mené des recherches sur 105 pays en développement sur les données de la période 1980-2004. En utilisant les méthodes d'estimation (effets fixes, effets aléatoires, coefficient de corrélation, corrélation spécifique au panel) et la spécification dynamique du panel, il montre que le produit intérieur brut par habitant (PIB/h), l'ouverture commerciale et l'agriculture y sont des principaux déterminants des recettes fiscales. Ces résultats révèlent aussi que l'aide étrangère et la stabilité politique et économique accroissent les recettes fiscales. En revanche, la dette extérieure et la corruption les réduisent. Les travaux du Fonds Monétaire International (FMI, 2018) qui s'inscrivent dans le cadre de cette orientation de recherche ont exploré les déterminants du potentiel fiscal. En se servant du modèle de frontière stochastique de Battese et Coelli (1992), ils confirment que le produit intérieur brut réel par habitant, l'ouverture commerciale, la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut, les dépenses publiques d'éducation, la corruption et l'efficacité de l'Etat sont des déterminants significatifs des recettes fiscales.

Dans la même dynamique, Caldeira et *al.* (2019) examinent les déterminants de l'effort fiscal dans 42 pays d'Afrique subsaharienne, sur la période 1980-2015. Les auteurs distinguent deux types de recettes fiscales : les recettes provenant des ressources naturelles et celles qui proviennent des autres activités économiques. L'analyse de cette question a nécessité l'emploi de l'approche des frontières stochastiques. Les résultats obtenus aboutissent à la conclusion selon laquelle le développement financier ainsi que l'ouverture aux échanges exercent un impact positif significatif sur les recettes fiscales locales. Par contre, la rente des ressources naturelles et la taille du secteur agricole les impactent négativement.

Pour sa part, Doghmi (2020) traite des déterminants de l'effort fiscal en implémentant un modèle de frontière stochastique à partir de la spécification de Kumbhakar et *al.* (2014), sur un échantillon de 76 pays en développement sur la période 1980-2017. Ces résultats précisent que le produit intérieur brut par habitant, les trois principaux secteurs (agriculture, industrie, services) et l'ouverture commerciale sont des déterminants du potentiel fiscal.

Dans une étude publiée en 2020, Radouane Jaoui et Said Youssef s'interrogent sur cette problématique au Maroc. Les résultats obtenus montrent qu'à court et long terme, le poids du secteur des services dans l'ensemble de l'activité économique exerce un impact négatif sur le ratio des recettes fiscales, tandis que le produit intérieur brut par habitant, le taux de la population urbaine et la masse monétaire influent positivement sur les recettes fiscales. D'après ces auteurs, l'impact positif de la masse monétaire s'expliquerait par la dématérialisation des transactions économiques qui améliore l'assiette fiscale.

S'appuyant sur le contexte des pays de l'UEMOA, Trinnou (2021) mène une étude sur les facteurs explicatifs du potentiel fiscal et de l'effort fiscal. Pour ce faire, il utilise la méthode de frontière stochastique et la procédure d'estimation en trois phases : l'identification des facteurs explicatifs du potentiel fiscal, l'estimation de l'effort fiscal par rapport au degré de performance de l'administration fiscale et l'estimation de l'effort fiscal par rapport à la contribution des décisions de politiques fiscales. Les résultats de cette étude révèlent que le produit intérieur brut réel par tête, les parts des secteurs secondaire et tertiaire, l'ouverture commerciale, l'indice du développement financier et l'inflation influencent positivement les recettes fiscales. En revanche, le secteur primaire n'y a aucun effet. S'agissant des variables liées à la qualité institutionnelle, la corruption a une influence négative sur l'accroissement des recettes fiscales.

Au Congo-Brazzaville, les travaux du Programme National de Développement (PND) élaborés pour la période 2022-2026, sur les déterminants des recettes fiscales, ont apporté des enseignements significatifs. Par exemple, entre 2014 et 2020, les recettes fiscales, basées sur les recettes pétrolières, ont été affectées par l'effondrement des cours du baril de pétrole survenu à la mi-2014. Elles sont passées

de 37,5% du PIB en 2014 à 12,3% du PIB en 2020. En revanche, les recettes non pétrolières ont représenté 9,7% du PIB en 2014 et 9,4% en 2020. Ces agrégats macroéconomiques qui sont des indicateurs financiers essentiels de la santé économique des Etats paraissent défavorables.

En République du Congo, les analyses empiriques portant sur cette problématique restent encore limitées, alors qu'il est primordial de connaître les facteurs explicatifs des recettes fiscales afin d'orienter de manière efficace les pouvoirs publics dans leur prise de décision. Dans cette perspective, cet article cherche à répondre à la question suivante : quels sont les facteurs qui expliquent les recettes fiscales au Congo-Brazzaville ?

L'objectif de cet article est d'étudier empiriquement les déterminants des recettes fiscales au Congo-Brazzaville. Plus spécifiquement, il vise à identifier les facteurs qui les expliquent. Ainsi, nous nous proposons, à partir d'un modèle autorégressif à retard échelonné (ARDL) sur la période 1990-2020, d'analyser l'impact des facteurs institutionnels, démographiques, macroéconomiques et financiers sur les recettes fiscales.

La suite de l'article est structurée de la manière suivante. La première partie est consacrée à la revue de la littérature relative à l'analyse des déterminants des recettes fiscales. La deuxième partie présente les données et la méthodologie. Enfin, la dernière partie présente les résultats obtenus ainsi que leurs implications en matière de politique publique.

1. Revue de la littérature

Cet article analyse les déterminants des recettes fiscales au Congo-Brazzaville. En nous appuyant sur les travaux de Chaudhry et *al.* (2010), nous avons utilisé le « ratio des recettes fiscales par rapport au PIB » comme variable dépendante. Cette variable est regardée comme prioritaire dans la littérature relative à cette thématique et dans les modèles des cycles budgétaires (Vergne, 2009 ; Drazen et Eslava, 2010). Cependant, les variables explicatives utilisées dans le cadre de cette étude sont issues des principaux résultats de la littérature (Burgess et Stern, 1993 ; Zee, 1996 ; Milesi-Feretti et Roubini, 1998 ; Widmalm, 2001 ; Padovano et Galli, 2001 ; Keller, 2004 ; Griffith et *al.* 2004 ; Lee et Gordo, 2005 ; Bloom et *al.* 2007 ; Arulampalan et *al.* 2009 ; Yaya Keho, 2010 ; Moussavou, 2017). Ces variables peuvent être regroupées en deux grandes catégories : les facteurs relatifs à la qualité des institutions et démographiques et les facteurs macroéconomiques et financiers.

1.1. Facteurs relatifs à la qualité des institutions et à la démographie

Les facteurs des recettes fiscales relatifs à la qualité des institutions et à la démographie incluent les variables telles que la corruption, le niveau d'éducation, l'industrie et l'agriculture.

1.1.1. Corruption

La corruption est l'utilisation abusive de la propriété de l'État par un fonctionnaire pour en tirer un gain personnel (Alesina et Weder, 2002). Elle peut être initiée par un usager de service public ou par un agent de l'Etat. En d'autres termes, la corruption est considérée comme l'abus d'un pouvoir public à des fins personnelles. Dans ce contexte, elle freine le niveau d'investissement et les incitations à l'investissement en jouant sur l'impôt. Dans les pays en développement, elle réduit les recettes de l'État, comme l'illustrent les travaux de Richupan (1984), Alm et *al.* (1991), Bird (1992) et Krugman et *al.* (1992), qui montrent que plus de 50% des recettes fiscales ne sont pas recouvrées à cause de la corruption fiscale.

Dans ce cadre, la relation entre les recettes fiscales et la corruption a largement été étudiée dans la littérature (Tanzi et Davoodi, 1997, 2000 ; Abed et Gupta, 2002 ; Teera, 2002 ; Fjeldstad et Tungodden, 2003 ; Thornton, 2008 ; Mahdavi, 2008 ; Nawaz, 2010 ; Salah et Abdellah, 2020). Ainsi, Tanzi et Davoodi (1997), en traitant les effets de la corruption sur les recettes fiscales, attestent que les pays

caractérisés par un niveau élevé de corruption tendent à percevoir moins de recettes par rapport au PIB. Dans leurs récents travaux sur l'impact de la corruption sur la structure des recettes fiscales, Tanzi et Davoodi (2000) découvrent qu'une augmentation d'un point de la corruption réduit le ratio impôts directs/PIB de plus que le ratio impôts indirects/PIB. Pour Abed et Gupta (2002), la corruption exerce un impact négatif sur les recettes fiscales directes et indirectes.

En étudiant le cas de l'Ouganda, à l'aide de l'économétrie des séries chronologiques pour la période 1970-2000, Teera (2002) montre, qu'à court terme, la corruption entraîne une augmentation du taux de prélèvement fiscal, par le biais des pots-de-vin perçus par l'administrateur. En revanche, à long terme, la corruption et l'évasion fiscale impactent négativement et significativement le niveau de la taxation.

L'analyse des effets de la corruption sur les recettes fiscales conduite par Fjeldstad et Tungodden (2003) dans les pays en développement montre que dans le court terme, la politique d'incitation basée sur la négociation des pots-de-vin a permis d'accroître les recettes fiscales. Alors qu'à long terme, elle a abouti à des résultats contraires.

Le prolongement de la recherche engagé sur le cas des 53 pays du Moyen-Orient et d'Afrique par Thornton (2008) est soumis avec les informations supplémentaires sur les biens et services ainsi que sur les transactions commerciales internationales. Les résultats de cette recherche indiquent que l'impact de la corruption sur la perception des impôts est plus important dans le cas des taxes sur les biens et services que dans les transactions commerciales internationales.

Sur la base de l'hypothèse selon laquelle la réduction de la corruption conjuguée à d'autres facteurs tel que le renforcement de la légitimité du gouvernement en promouvant les libertés politiques, Mahdavi (2008) explore la relation entre la corruption et la perception des impôts. Il trouve un effet positif de la réduction du niveau de la corruption sur le commerce international et les recettes fiscales.

La problématique de la corruption et des recettes fiscales est également traitée par Nawaz (2010) et Salah et Abdellah (2020). Ainsi, en examinant la relation entre les recettes fiscales, la corruption, la taille de l'économie informelle et la croissance économique, Nawaz (2010) apporte des résultats très instructifs, à savoir que la corruption réduit le ratio impôts/PIB, l'économie, les investissements et la croissance économique. En revanche, elle accroît la taille de l'économie informelle.

Pour leur part, Salah et Abdellah (2020) s'intéressent au cas du Maroc pour étudier les effets de la corruption et de la composition sectorielle sur la structure des recettes fiscales. La méthode des doubles moindres carrés (DMC) utilisée sur les données de la période 1990-2019 montrent que la corruption impacte négativement l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée. Mais aussi, les recettes provenant du commerce extérieur, du secteur agricole et des services. Ces résultats s'expliquent par les exonérations, les dérogations fiscales et le poids de l'économie souterraine.

1.1.2. Education

Pour la théorie économique, une société qui dispose d'un niveau d'éducation élevé connaît l'importance du paiement des impôts pour la fourniture des biens publics. Dans la même dynamique, Mudiyanse et al. (2020), en évaluant l'effort fiscal dans le contexte du Sri Lanka, sont parvenus aux mêmes conclusions sur l'importance du rôle de l'éducation dans l'explication des facteurs déterminants des recettes fiscales. Pour ces auteurs, le niveau d'éducation influe positivement et significativement sur les recettes fiscales.

1.1.3. Industrie

Les activités industrielles consistent à concevoir les produits, transférer la production tout en conservant la propriété intellectuelle et à organiser la chaîne de valeur. Mieux encore, elles consistent à contrôler les marques ainsi que l'accès aux consommateurs et à s'approprier les retours sur investissement

(Fontagné et *al.* 2014). D'après la théorie économique, une augmentation de la croissance du secteur industriel entraîne celle des recettes fiscales grâce aux impôts sur la consommation et les sociétés.

1.1.4. Agriculture

Dans les pays peu développés, l'agriculture contribue à la croissance économique. Ainsi, les travaux empiriques traitant de la relation entre les recettes fiscales et l'agriculture restent classés en deux catégories. Pour les tenants de la première, notamment Shin (1969), Leuthold (1991), Tanzi (1992), Stotsky et Wolde Mariam (1997), Piancastelli (2001) et Caldeira et *al.* (2019), l'agriculture, l'exploitation minière ainsi que la dette extérieure sont des déterminants de la performance fiscale d'un pays, puisque la part de l'agriculture réduit les recettes fiscales. En revanche, pour la deuxième, l'agriculture, l'exploitation minière et la dette extérieure améliorent le niveau des recettes fiscales (Chelliah et *al.* 1975 ; Tait et *al.* 1979 ; Tanzi, 1992).

1.2. Facteurs macroéconomiques et financiers

Les facteurs macroéconomiques et financiers introduisent les variables relatives aux politiques économiques telles que le produit intérieur brut par habitant, la masse monétaire, le chômage, l'inflation et les investissements directs étrangers.

1.2.1. PIB par habitant

La richesse d'un pays dépend de son niveau de développement économique évalué à partir de son PIB réel par habitant. A ce titre, le PIB est considéré comme un indicateur de base de la performance économique (Caldeira et *al.* 2019). Selon Pessino et Fenochietto (2010) et Crivelli et Gupta (2014), les pays à revenus élevés collectent plus de taxes que les pays en développement, car ils bénéficient d'une meilleure organisation de l'administration fiscale et des institutions efficaces.

Dans cette optique, Padovano et Galli (2001), par exemple, ont étudié l'incidence des recettes fiscales totales sur le PIB sur un échantillon de 23 pays de l'OCDE sur la période 1951-1990. Leurs résultats ont révélé une relation négative et significative entre les recettes fiscales et le taux de croissance du PIB, avec un niveau donné de la croissance démographique, du capital physique et du capital humain. Les travaux de Alm et Martinez-Vazquez (2003) s'intéressent aux effets du revenu par tête d'habitant sur les recettes fiscales. Les résultats obtenus par ces travaux indiquent que le revenu par tête d'habitant impacte négativement les recettes fiscales. Ha Dao et Godbout (2014), en traitant les effets des recettes fiscales, de l'imposition du revenu personnel, du revenu corporatif, de la masse salariale et de la consommation sur la croissance du PIB par habitant dans les pays de l'OCDE, aboutissent aux résultats selon lesquels la croissance économique impacte négativement et significativement le ratio des recettes fiscales, de l'impôt sur le revenu et des recettes de la taxe à la consommation. Sur la base des données du Maroc recueillies sur la période 1985-2016, Salah et Abdellah (2020) ont traité les incidences des prélèvements fiscaux sur les variables macroéconomiques. Les auteurs ont fait recours au modèle de cointégration d'Engle Granger. Ils ont observé, à long terme, l'existence d'une relation d'équilibre entre la structure fiscale et la croissance économique.

1.2.2. Masse monétaire

Pour une nation, la masse monétaire représente la quantité de monnaie en circulation à un moment donné. Elle inclut l'ensemble des moyens de paiement susceptibles d'être convertis à courte échéance en liquidités au niveau d'un pays ou d'un groupe de pays partageant une monnaie. Du côté de la littérature, Bahl (2003) et Ahsan et Wu (2005) étudient la relation entre les recettes fiscales et la masse monétaire. Ils affirment que le ratio M_2/PIB exerce une influence positive et significative sur la part totale des impôts dans le PIB. Ainsi, une augmentation du degré de monétisation d'une économie augmente les recettes fiscales parce qu'il devient plus facile de collecter les recettes fiscales. Par conséquent, le ratio M_2/PIB est censé avoir un effet positif sur les recettes fiscales.

1.2.3. Chômage

Le chômage est un problème majeur pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Son évolution est fonction de celle de la demande agrégée à court terme, tandis qu'à long terme, le taux de chômage converge vers un niveau d'équilibre qui s'établit en l'absence de chocs macroéconomiques (Ayira Korem, 2019). Sur le marché du travail, un relèvement des taux d'imposition du travail ne fait qu'aggraver les distorsions du marché, provoquant ainsi une hausse du niveau de chômage suivie d'une diminution des recettes fiscales. Si l'aggravation des coins fiscaux alourdit le chômage, la base d'imposition s'érodera davantage et les dépenses au titre de l'indemnisation du chômage et des autres programmes sociaux pourraient s'accroître. Une relation négative est prévue entre le chômage et les recettes fiscales.

1.2.4. Inflation

L'inflation correspond à la hausse généralisée des prix des biens et services au cours d'une période donnée. Autrement dit, à la hausse du coût de la vie et, donc, à la baisse du pouvoir d'achat. Sur le plan empirique, les résultats restent controversés. Certains montrent que l'inflation baisse les rendements fiscaux (Olivera, 1967 ; Tanzi, 1977). Dans cette lignée, les travaux de Nyongolo Luwawa (2015), par exemple, sur les effets de l'inflation sur les recettes fiscales en République Démocratique du Congo (RDC) sur la période 2005-2014 confirment que l'inflation influe négativement et significativement les recettes fiscales de 23%. D'autres résultats attestent également que l'inflation fait augmenter en même temps les recettes fiscales, les dépenses et le PIB. Ce qui se traduit par une augmentation des prix, des recettes fiscales et des dépenses publiques. Aussi, l'augmentation des salaires implique celle des cotisations sociales perçues, tandis que la hausse des profits des entreprises conduit à des recettes supplémentaires d'impôt sur le bénéfice des sociétés. Pour Trinnou (2021), un niveau bas d'inflation traduit un environnement macroéconomique sain et attractif qui stimule les investissements. Dans ce sens, l'augmentation des investissements implique celle des recettes fiscales.

1.2.5. Investissements directs étrangers

Selon Esso (2005), l'investissement direct étranger est l'opération effectuée par un investisseur non-résident afin d'acquérir ou d'accroître un intérêt durable dans une entité résidente et de détenir une influence dans sa gestion. L'investissement direct étranger précède l'investissement de portefeuille et accélère le développement des marchés financiers locaux. Il met en relation une entreprise « investisseur direct » et une entreprise investie, qu'il s'agisse d'une filiale ou d'une succursale. En d'autres termes, il est considéré comme le capital investi par des entreprises étrangères dans des installations de production ou autres biens corporels. Dans les pays en développement, les IDE représentent une source de financement importante et constituent plus ou moins une alternative face à l'accumulation des déficits budgétaires et aux faibles recettes fiscales générées par leurs économies.

Du point de vue de la littérature, de nombreux travaux analysent l'impact des IDE sur les recettes fiscales (Bahl, 2003 ; Mainguy, 2004 ; Ahsan et Wu, 2005 ; Crespo et Fontoura, 2007). Ainsi, en analysant cette problématique, ces auteurs ont abouti à des effets positifs entre les investissements directs étrangers, les transferts de technologies, la création d'emplois, la productivité des entreprises locales et les recettes fiscales. Les travaux de Bornhorst et *al.* (2009), Crivelli et Gupta (2014), Belinga et *al.* (2017) et Caldeira et *al.* (2019) qui s'intéressent à la relation entre les recettes fiscales et les IDE ont indiqué que les IDE exercent une faible influence sur les recettes fiscales, du fait que les revenus liés à la rente perçue sur ces ressources évinceraient les recettes fiscales.

2. Données et méthodologie

Cette partie porte sur deux moments. Elle présente dans un premier temps, les données de l'étude et dans un deuxième, le modèle empirique et la procédure d'estimation.

2.1. Données

Les variables utilisées dans cette étude sont sélectionnées en fonction de la disponibilité des données et de la théorie économique. Pour cela, nous utilisons les données annuelles pour le Congo- Brazzaville.

La part des recettes fiscales dans le produit intérieur brut par habitant est utilisée comme indicateur de la variable dépendante (**REF**). Les variables explicatives correspondent aux principaux déterminants des recettes fiscales. Parmi ces variables, nous retrouvons la corruption (**COR**) qui correspond au contrôle de la corruption. Elle prend les valeurs de 1 à 9. Les variables, l'éducation (**EDU**), l'industrie (**IND**), l'agriculture (**AGR**), la masse monétaire (**MAM**) et l'investissement direct étranger (**IDE**) sont exprimées en % du PIB. Quant au produit intérieur brut (**PIB/H**), il est exprimé en devise locale constante. Les variables, notamment le chômage (**TCH**) et l'inflation (**TIF**), sont exprimées respectivement en % de la population et en % annuel.

À l'exception des recettes fiscales qui sont issues de la base des données de l'OCDE et de la corruption qui est tirée de l'indice de Transparency International (IPC), toutes les autres variables ont été extraites de la base de données sur les indicateurs de développement de la Banque mondiale¹. Le tableau n°1 décline les statistiques descriptives et le tableau n°2, la matrice de corrélation des variables.

Tableau n° 1: statistiques descriptives

	RCF	COR	EDU	IND	AGR	PIB_H	MAM	TCH	TIF	IDE
Mean	22.7917	2.5404	47.0522	53.2233	7.3023	949410.8	19.3462	20.1811	6.6226	8.2173
Median	8.2238	2.0000	47.5290	56.8636	6.2752	933464.9	18.5040	20.0310	4.1426	6.5945
Maximum	257.7000	4.0000	52.5930	72.1526	12.8608	1110755.	31.7075	22.8430	42.4396	22.5170
Minimum	5.2950	1.6700	38.3150	22.0578	3.7987	706758.6	11.5470	19.5900	-18.9177	-8.703070
Std. Dev.	54.5618	0.7354	4.1637	12.2057	2.7468	92983.93	5.7443	0.5549	13.4559	9.2703
Skewness	3.6829	0.8543	-0.2706	-0.6326	0.4865	-0.4897	1.3528	0.0481	1.3528	0.0481
Kurtosis	14.9657	2.4274	2.1094	2.5834	1.8872	3.2411	4.7781	1.6873	4.7781	1.6873
Jarque-Bera	255.0208	4.1948	1.4027	2.2919	2.8227	1.3141	13.5394	2.2377	13.5394	2.2377
Probability	0.0000	0.1227	0.4959	0.3179	0.2438	0.5183	0.0011	0.3266	0.0011	0.3266
Sum	706.5446	78.7530	1458.619	1649.924	226.3717	2943173	205.3022	254.7370	205.3022	254.7370
Sum Sq. Dev.	89309.72	16.2281	520.1037	4469.393	226.3609	2.59E+11	5431.848	2578.162	5431.848	2578.162
Observations	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31

Source : auteur

Il ressort des résultats portés dans le tableau n°1 qu'au Congo les recettes fiscales les plus élevées, sur la période étudiée, ont été de 257.700.000.000 milliards de FCFA, alors que les plus basses ont été évaluées à 5.295.000.000 milliards de FCFA.

La corruption (0.7354) et le chômage (0.5549) présentent les écart-types (Std. Dev.) les plus faibles, comparativement à ceux des autres variables. Toutefois, en dehors de la corruption et du chômage, les

¹<https://data.worldbank.org/indicator>.

autres variables présentent des écarts à la moyenne raisonnable. Cela signifie que la plupart des séries retenues dans cette recherche sont étroitement distribuées autour de leur moyenne centrale, les recettes fiscales étant la série la plus dispersée.

De plus, la probabilité associée à la valeur de Jarque-Bera est supérieure au seuil de 5%, pour toutes les séries, sauf pour les recettes fiscales, la masse monétaire et l'inflation dont les valeurs semblent plus volatiles par rapport à celles des autres variables.

L'ensemble de ces résultats plaide en faveur de la loi normale à laquelle seraient soumises les différentes séries.

Tableau n° 2 : résultats de la matrice de corrélation

	RCF	COR	EDU	IND	AGR	PIB_H	MAM	TCH	TIF	IDE
RCF	1	0.1737	0.0122	-0.3378	0.4964	0.2739	0.0883 7	-0.1815	-0.1031	-0.2080
COR	0.1737	1	-0.1301	-0.0322	0.3361	-0.0547	-0.5221	-0.3133	-0.0243	-0.7406
EDU	0.0122	-0.1301	1	-0.4606	0.3662	-0.1419	0.6705	0.5387	0.2613	0.2387
IND	-0.3378	-0.0322	-0.4606	1	-0.7736	0.2458	-0.3534	-0.5367	-0.0200	-0.2439
AGR	0.4964	0.3361	0.3662	-0.7736	1	-0.2345	0.0246	0.2422	-0.0164	-0.1214
PIB_H	0.2739	-0.0547	-0.1419	0.2458	-0.2345	1	0.2150	-0.5277	0.0149	-0.2888
MAM	0.0883	-0.5221	0.6705	-0.3534	0.0246	0.2150	1	0.4548	0.1157	0.5308
TCH	-0.1815	-0.3133	0.5387	-0.5367	0.2422	-0.5277	0.4548	1	-0.1655	0.5182
TIF	-0.1031	-0.0243	0.2613	-0.0200	-0.0164	0.0149	0.1157	-0.1655	1	0.0881
IDE	-0.2080	-0.7406	0.2387	-0.2439	-0.1214	-0.2888	0.5308	0.51821	0.0881	1

Source : auteur, à partir de Eviews 9.

La matrice de corrélation ci-dessus indique huit (08) liens de corrélation entre les variables du modèle, à savoir : cinq (05) liens de corrélation négative (corruption et masse monétaire, corruption et investissement direct étranger, produit intérieur brut par habitant et chômage, industrie et agriculture, industrie et chômage) et trois (03) liens de causalité positifs (éducation et masse monétaire, éducation et chômage, chômage et investissement direct étranger). Leur degré d'association dépasse 50%. Ce résultat nous permet alors de confirmer l'existence d'une probable multi-corrélation entre certaines variables étudiées.

2.2. Modèle empirique et procédure d'estimation

2.2.1. Modèle empirique

Conformément à la littérature récente (Radouane Jaoui et Said Youssef, 2020) sur les déterminants des recettes fiscales au Maroc, nous développons dans cette étude un modèle empirique. Ce modèle prend la forme suivante :

$$RCF = f (COR, EDU, IND, AGR, PIB/H, MAM, TCH, TIF, IDE) \quad (1)$$

Où RCF représente les recettes fiscales et est fonction de neuf variables, dont la corruption (**COR**), l'éducation (**EDU**), l'industrie (**IND**), l'agriculture (**AGR**), le produit intérieur brut par habitant (**PIB/H**), la masse monétaire (**MAM**), le taux de chômage (**TCH**), le taux d'inflation (**TIF**) et l'investissement direct étranger (**IDE**).

L'équation (1) peut être réécrite sous la forme logarithmique avec une spécification en série temporelle telle que :

$$\text{LogRCF}_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 \text{LogCOR}_{it} + \alpha_2 \text{LogEDU}_{it} + \alpha_3 \text{LogIND}_{it} + \alpha_4 \text{LogAGR}_{it} + \alpha_5 \text{LogPIB/H}_{it} + \alpha_6 \text{LogMAM}_{it} + \alpha_7 \text{LogTCH}_{it} + \alpha_8 \text{LogTIF}_{it} + \alpha_9 \text{LogIDE}_{it} + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Où l'indice i (i = 1, N) indique le pays i de notre échantillon ; N, représente le nombre de variables explicatives (N= 9) ; T (t = 1, T) indique la période. Notre étude compte un seul pays, le Congo-Brazzaville et 31 années. Nous pouvons ainsi constater qu'il y a plus d'années (T) que de pays (N).

2.2.2. Procédure d'estimation

Les données utilisées dans le modèle ont fait l'objet de deux tests de conformité [test de stationnarité de Dickey-Fuller augmenté (ADF) - Phillips-Perron (PP) ; test de cointégration de Pesaran et Shin, 2001] et d'un test de causalité (test de Toda et Yamamoto). Le choix de ces tests tient à la nature des données. Les résultats sont présentés dans les tableaux n°3, 4 et 5 qui suivent.

Tableau n° 3 : résultats du test de stationnarité ADF-PP

Variables	Hypothèse du test	Degré de test	Probabilité	Statistique calculée	Valeur critique à 5%	Stationnarité	Ordre d'intégration
						Oui/non	
RCF	ADF	Niveau	0.0000	-8.077348	-1.952473	Oui	I(0)
	ADF	Diff. 1ere	0.0003	-3.991472	-1.952910	Oui	
	PP	Niveau	0.0000	-12.27842	-1.952473	Oui	
	PP	Diff. 1ere	0.0002	-4.042630	-1.952910	Oui	
COR	ADF	Niveau	0.3342	-0.862135	-1.952473	Non	I(1)
	ADF	Diff. 1ere	0.0004	-3.816955	-1.952910	Oui	
	PP	Niveau	0.3431	-0.841252	-1.952473	Non	
	PP	Diff. 1ere	0.0004	-3.839684	-1.952910	Oui	
EDU							I(1)
	ADF	Niveau	0.7634	0.290509	-1.952473	Non	
	ADF	Diff. 1ere	0.0000	-4.990116	-1.952910	Oui	
	PP	Niveau	0.7828	0.361707	-1.952473	Non	
IND	PP	Diff. 1ere	0.0000	-4.986106	-1.952910	Oui	I(1)
	ADF	Niveau	0.4325	-0.637795	-1.952473	Non	
	ADF	Diff. 1ere	0.0000	-4.624985	-1.952910	Oui	
	PP	Niveau	0.4387	-0.623726	-1.952473	Non	
AGR	PP	Diff. 1ere	0.0001	-4.498693	-1.952910	Oui	I(1)
	ADF	Niveau	0.3536	-0.816921	-1.952473	Non	
	ADF	Diff. 1ere	0.0000	-5.029592	-1.952910	Oui	
	PP	Niveau	0.3521	-0.820459	-1.952473	Non	
PIB/H	ADF	Niveau	0.1822	-1.273788	-1.952473	Non	I(1)
	ADF	Diff. 1ere	0.0001	-4.2057	-1.952910	-1.952910	
	PP	Niveau	0.2207	-1.154336	-1.952473	Non	

	PP	Diff. 1ere	0.0001	-4.232089	-1.952910	Oui	
MAM	ADF	Niveau	0.6277	-0.138335	-1.952473	Non	I(1)
	ADF	Diff. 1ere	0.0000	-4.974204	-1.952910	Oui	
	PP	Niveau	0.6277	-0.138335	-1.952473	Non	
	PP	Diff. 1ere	0.0000	-4.975531	-1.952910	Oui	
TCH	ADF	Niveau	0.9611	1.461668	-1.952473	Non	I(1)
	ADF	Diff. 1ere	0.0161	-1.965442	-1.952910	Oui	
	PP	Niveau	0.9611	1.461668	-1.952473	Non	
	PP	Diff. 1ere	0.0042	-1.965442	-1.952910	Oui	
TIF	ADF	Niveau	0.0007	-3.649230	-1.952473	Oui	I(0)
	ADF	Diff. 1ere	0.0000	-7.939965	-1.952910	Oui	
	PP	Niveau	0.0007	-3.646691	-1.952473	Oui	
	PP	Diff. 1ere	0.0000	-8.434318	-1.952910	Oui	
IDE	ADF	Niveau	0.4470	-0.604669	-1.952473	Non	I(1)
	ADF	Diff. 1ere	0.0000	-5.960864	-1.952910	Oui	
	PP	Niveau	0.4997	-0.478984	-1.952473	Non	
	PP	Diff. 1ere	0.0000	-5.960864	-1.952910	Oui	

Source : auteur, à partir de Eviews 9.

Il ressort des résultats portés dans le tableau n°3 que les recettes fiscales (RCF) et l'inflation (TIF) sont stationnaires en niveau $I(0)$, au seuil statistique de 5%. Les autres séries sont stationnaires en différence première $I(1)$. Ces résultats permettent de conclure que toutes les séries retenues ne sont pas intégrées de même ordre, confirmant ainsi l'existence d'une relation de long terme et donc l'utilisation d'un modèle ARDL.

Tableau n° 4 : résultats du test de cointégration aux bornes ou test de cointégration de Pesaran et Shin (2001)

Test Statistic	Value	k
F-statistic	15.96464	9
Critical Value Bounds		
Significance	I0 Bound	I1 Bound
10%	1.8	2.8
5%	2.04	2.08
2.5%	2.24	3.35
1%	2.5	3.68

Source : auteur, à partir de Eviews 9.

Les résultats de test de cointégration de Pesaran et Shin (2001) qui apparaissent dans le tableau n° 4 valident l'existence d'une relation de cointégration entre les variables du modèle. En effet, la valeur de la statistique de Fisher (F-Stat = 15.96464) est supérieure à celle de la borne supérieure et inférieure aux seuils de 1% ; 2,5% ; 5% et 10%.

Tableau n° 5 : résultats du test de causalité de Toda-Yamamoto

Variables causales	RCF	COR	EDU	IND	AGR	PIB/H	MAM	TCH	TIF	IDE
RCF		6,20**	4,57	4,46	1,44	1,65	1,04	1.69	5.14*	12.15***
COR	6,86**		2,84	0,88	4,09	8,81**	2,41	0.04	0.56	1.93
EDU	3,59	8,93**		2,42	3,27	8,34**	2,08	0.53	0.62	0.64

IND	5,80*	11,32** *	15,26** *		0,68	6,53**	3,05	0.47	0.20	10.67***
AGR	18,59** *	12,28** *	14,23** *	55,96** *		0,91	0,47	0.99	0.77	5.63*
PIB/H	11,80** *	2,77	7,26**	0,130	4,223		7,97**	4.11	5.61**	0.36
MAM	9,76**	9,74***	0,27	1,90	5,62*	2,09		1.96	1.98	4.13
TCH	13,64** *	13,69** *	6,02*	0,08	1,77	1,27	4,14		7.24**	2.04
TIF	12,63** *	3,45	7,70**	1,31	1,83	0,81	0,84	2.92		4.04
IDE	1,57	3,09	3,40	11,60** *	2,763	8,59**	0,87	0.47	1.89	

Note : * : significatif au seuil de 10% (peu significatif) ; ** : significatif au seuil de 5% (moyennement significatif) ; *** significatif au seuil de 1% (très significatif).

Source : auteur, à partir de Eviews 9.

Comme nous le constatons, les résultats du test de causalité de Toda-Yamamoto (tableau 5) montrent l'existence de plusieurs relations de causalité (unidirectionnelle et bidirectionnelle) entre les recettes fiscales et ses déterminants.

3. Résultats du modèle et interprétation

Cette recherche présente d'abord les résultats du modèle et ensuite leurs interprétations.

3.1. Résultats du modèle

Les résultats obtenus sont présentés en distinguant les effets de court terme (tableau n°6) et les effets de long terme (tableau n°7), suivis des résultats du test diagnostique du modèle (tableau n°8).

Tableau n° 6 : résultats de court terme

Cointegrating Form				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(COR)	-19.159092	6.315863	-3.033488***	0.0096
D(EDU)	2.767900	1.054125	2.625779**	0.0210
D(IND)	2.717696	0.364449	7.456993***	0.0000
D(AGR)	2.704596	1.562339	1.731120	0.1071
D(PIB_H)	-0.000100	0.000041	-2.426869**	0.0305
D(MAM)	2.461122	0.946807	2.599391**	0.0220
D(TCH)	-0.664789	5.978167	-0.111203	0.9132
D(TIF)	0.009273	0.114673	0.080867	0.9368
D(IDE)	1.232866	0.413249	2.983350**	0.0106
CointEq (-1)	-0.834354	0.047216	-17.670858***	0.0000

Note : * : significatif au seuil de 10% (peu significatif) ; ** : significatif au seuil de 5% (moyennement significatif) ; *** significatif au seuil de 1% (très significatif).

Source : auteur, à partir de Eviews 9.

Tableau n° 7 : résultats de long terme

Long Run Coefficients				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
COR	-5.839368	7.693472	-0.759003	0.4614
EDU	3.729331	1.981088	1.882466*	0.0823
IND	4.866520	1.644429	2.959398**	0.0111
AGR	22.558739	6.466212	3.488710***	0.0040
PIB_H	-0.000314	0.000078	-4.004173***	0.0015
MAM	10.870559	1.714019	6.342146***	0.0000
TCH	-264.440702	38.366547	-6.892481***	0.0000
TIF	0.053305	0.294978	0.180707	0.8594
IDE	1.719696	0.782967	2.196385**	0.0468
C	4817.375299	813.089320	5.924780***	0.0001

Note : * coefficients significatifs au seuil de 10% ; ** coefficients significatifs au seuil de 5% ; *** coefficients significatifs au seuil de 1%

Source : auteur, à partir de Eviews 9.

Tableau n° 8 : résultats des tests diagnostics

Hypothèse du test	Test	Statistiques	Probabilités
Autocorrélation	Breush-Godfrey	2.034195	0.1771 > 5%
Hétéroscédasticité	Breusch-Pagan Godfrey	2.013270	0.1044 > 5%
Normalité	Jarque-Bera	1,599396	0,449465 > 5%

Source.: auteur, à partir de Eviews 9.

3.2. Interprétation des résultats

Les résultats présentés dans le tableau n°6 montrent qu'à court terme, la corruption, l'éducation, l'industrie, le produit intérieur par habitant, la masse monétaire et l'investissement direct étranger affectent significativement les recettes fiscales. Le risque d'erreur maximum de 5% de non nullité de l'effet marginal est associé aux variables : éducation, produit intérieur par habitant, masse monétaire et investissement direct étranger. Pour toutes les autres variables, le risque d'erreur n'est que de 1%.

La traduction économique montre qu'une augmentation de 1% de l'indice de corruption, toutes choses égales par ailleurs, réduit les recettes fiscales de 19,15%. De ce fait, ce résultat va dans le sens des auteurs tels que Tanzi et Davoodi (2000), Abed et Gupta (2002), Teera (2002), Nawaz (2010) et Salah et Abdellah (2020). Toutefois, il s'oppose à ceux des autres auteurs tels que Fjeldstad et Tungodden (2003) et Mahdavi (2008). En conséquence, les pouvoirs publics congolais doivent renforcer les politiques de lutte contre la corruption.

Pour ce qui est de l'éducation, les résultats montrent que, sa hausse de 1% fait augmenter les recettes fiscales de 2,76%. Ce résultat rejoint ceux de Mudiyansele et *al.* (2020). Dans le contexte du Congo, il suggère la mise en place des politiques éducatives actives qualitativement et quantitativement de manière à développer le civisme fiscal.

L'impact positif de l'industrie sur les recettes fiscales laisse entrevoir que cette dernière ferait augmenter de 2,71% les recettes fiscales si son indicateur s'accroissait de 1%. Ce résultat est en phase avec la théorie économique qui énonce une relation positive entre le développement industriel et les recettes

fiscales. Il serait nécessaire que les pouvoirs publics mettent en place des politiques industrielles efficaces.

La signification économique du résultat associé au produit intérieur brut par habitant a un impact négatif sur les recettes fiscales. Ce constat est conforme aux travaux de Padovano et Galli (2001), Alm et Martinez-Vazquez (2003) et Ha Dao et Godbout (2011). Mais, il est paradoxal au vu de la théorie économique qui souligne que les recettes fiscales progressent avec la croissance.

En ce qui concerne la masse monétaire, son effet est positif et significatif sur les recettes fiscales. Une augmentation de 1% de la masse monétaire se traduit par une hausse des recettes fiscales de 2,46%. Ce résultat a été aussi mis en évidence par Bahl (2003) et Ahsan et Wu (2005).

Enfin, l'investissement direct étranger exerce une influence positive et significative sur les recettes fiscales. Une hausse de 1% des IDE entraîne une hausse des recettes fiscales de 1,23%. Ce résultat concorde à ceux de Bahl (2003), Mainguy (2004), Ahsan et Wu (2005) et Crespo et Fontoura (2007). Au sujet du Congo, il s'explique par l'amélioration du climat des affaires qui s'est traduite par une augmentation de l'attractivité des IDE.

A court terme, l'analyse des résultats indique que l'agriculture, le chômage et l'inflation sont neutres à l'égard des recettes fiscales.

Au terme de cette présentation des résultats de court terme, nous observons que la statistique d'ajustement (-17,670858) indiquée dans le tableau n°6 est très significativement négative (1% seulement de marge d'erreur). En conséquence, la stabilité des effets retardés des différentes variables significatives, déjà validées préalablement par les tests de stationnarité ADF et PP, est confirmée.

S'agissant des effets de long terme (tableau n°7), l'éducation, l'industrie, l'agriculture, le produit intérieur brut par habitant, la masse monétaire, le taux de chômage et l'investissement direct étranger impactent les recettes fiscales. En effet, le produit intérieur brut par habitant et le chômage affectent négativement les recettes fiscales. Une hausse de 1% de ces variables impliquent respectivement une baisse des recettes fiscales de l'ordre de 0% et 264,44%. Les variables, notamment l'éducation, l'industrie, la masse monétaire et l'investissement direct étranger impactent positivement les recettes fiscales de 3.72%, 4.86%, 10.87% et 1.71%, respectivement.

Pour l'agriculture, cette variable affecte positivement les recettes fiscales. Une augmentation de 1% de cette variable, toutes choses égales par ailleurs, implique une hausse des recettes fiscales de 22,55%. Ce constat a été également obtenu par Chelliah et al. (1975), Tait et al. (1979) ainsi que Tanzi (1992). Mais, il contredit les travaux de Shin (1969), Leuthold (1991), Tanzi (1992), Stotsky et WoldeMariam (1997), Piancastelli (2001) et Caldeira et al. (2019). Dans le cadre du Congo-Brazzaville, ce résultat se justifie par le fait que le secteur agricole est exonéré d'impôts.

A long terme, les résultats montrent que la corruption et l'inflation n'affectent pas les recettes fiscales. L'insensibilité, à court et long terme, des recettes fiscales au choc de l'inflation peut s'expliquer par la maîtrise de l'inflation, observée au sein de la zone franc.

Pour ce qui est des tests diagnostics (tableau n°8), les résultats indiquent que les tests d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité valident respectivement l'absence d'autocorrélation des erreurs et la constance de leur variance. De même, le test de Jarque-Bera permet de valider la normalité des erreurs, puisque la probabilité que la statistique associée ne soit pas nulle est supérieure à 5%. Les résultats de ces différents tests conduisent à la validation globale du modèle.

Conclusion et implication en matière de politique publique

En somme, cette étude s'est proposée d'analyser les déterminants des recettes fiscales au Congo-Brazzaville, en recourant au modèle ARDL appliqué aux données de la période 1990-2020, pour tester les effets d'un certain nombre de variables supposées agir sur le montant des recettes fiscales.

Les principaux résultats obtenus indiquent, qu'à court terme, la corruption, l'éducation, l'industrie, le produit intérieur brut par habitant, la masse monétaire et l'investissement direct étranger exercent un effet sur les recettes fiscales. Par contre, l'agriculture, le chômage et l'inflation n'ont aucun impact. De tous ces facteurs, la corruption et l'inflation n'ont pas d'effet sur le long terme.

En revanche, à court et long terme, l'éducation, l'industrie, le produit intérieur brut par habitant, la masse monétaire et l'investissement direct étranger affectent les recettes fiscales. Le produit intérieur brut les impacte négativement, alors que les variables « éducation, industrie, masse monétaire, investissement direct étranger » les influencent positivement. Cela nous amène à proposer quelques implications en matière de politique publique.

D'abord, la première mesure se rapporte à l'impact négatif de la corruption sur les recettes fiscales. Nous savons que la corruption affecte les ménages pauvres, les recettes fiscales et sape la confiance dans les institutions. Dans le cas du Congo, les pouvoirs publics doivent renforcer le système de collecte des recettes fiscales.

Ensuite, la deuxième implication porte sur l'incidence positive de l'éducation sur les recettes fiscales. Ce résultat sous-tend que les pouvoirs publics doivent renforcer la culture du civisme fiscal, notamment en sensibilisant les contribuables sur les différents aspects de la fiscalité.

Toutefois, un résultat paraît incongru et nécessite des investigations supplémentaires et approfondies dans les travaux futurs. Il s'agit de l'effet négatif du produit intérieur brut par habitant.

Bibliographie

- 1) Abed, G.T., Gupta, S. (2002), « Governance, corruption and economic performance », International Monetary Fund, 580p.
- 2) Ahsan, S.M., Wu, S., (2005), « Tax Structure and Reform in China, 1979-2002 », Mimeo, Department of Economics, Concordia University, Canada.
- 3) Alesina, A., Weder, B. (2002), « Do Corrupt Governments Receive Less Foreign Aid? » American Economic Review, Vol. 92, N° 4, pp. 1126-1137.
- 4) Alm, J., Martinez-Vazquez, J., (2003), « Institutions, paradigms, and tax evasion in developing and transition countries », Cheltenham, UK, Northampton, Ma.: Edward Elgar, pp. 146-178.
- 5) Alm, J., R. W. Bahl, R. W., Murrey, M.N., (1991), « Tax Base Erosion in Developing Countries », Journal of Economic Development and Cultural Change, Vol.39, N°4, pp.849-872.
- 6) Arulampalam W., Devereux M., Maffini G. (2009), « The direct incidence of corporate income tax on wages », Oxford university centre for business taxation, WP 09/17.
- 7) Ayira Korem (2019), « Déterminants macroéconomiques et monétaires du chômage dans les pays de l'union économique et monétaire ouest-africaine », [RIELF, Vol 4, N°1, pp.255-279.](#)
- 8) Bahl, R.W. (2003), « Reaching the Hardest to Tax : Consequences and Possibilities », Andrew Young School of Policy Studies, Georgia State University, May pp.15-16.
- 9) Battese, G.E., Coelli, T.J., (1992), « Frontier Production Functions, Technical Efficiency and Panel Data: With Application to Paddy Farmers in India », Journal of Productivity Analysis, N°3, pp.153-169.
- 10) Belinga, V., Kaffo Melou, M., Nganou, J.P., (2017), « Does Oil Revenue Crowd Out Other Tax Revenues? », Policy Research Working Paper, N°8048, pp.1-30.
- 11) Bird, R. M., (1992), « Tax Policy and Economic Development », Johns Hopkins University Press, 270p.
- 12) Bloom, N., Sadun, R., Reenen, J. V., (2007), « Americans do I.T. better: US multinationals and the productivity miracle », National bureau of economic research, Cambridge MA, NBER Working Papers, N° 13085.

- 13) Bornhorst, F., Gupta, S., Thornton, J., (2009), « Natural Resource Endowments and the Domestic Revenue Effort », *European Journal of Political Economy*, Vol. 25, N°4, pp.439-446.
- 14) Burgess, R., Stern, N., (1993), « Taxation and Development », *Journal of Economic Literature*, Vol. N°31, pp.762-830.
- 15) Caldeira, E., Compaore, A., Alou Adessé Dama, A. A., Mario Mansour, M., Rota-Graziosi, G (2019), « Effort fiscal en Afrique subsaharienne : les résultats d'une nouvelle base de données », *Revue d'économie du développement*, Vol. 27, N°4, pp. 5-51
- 16) Chelliah, R.J., Baas, H.J., Kelly, M.R., (1975), « Tax Ratios and Tax Effort in Developing Countries », *IMF Staff Papers*, Vol 22, N°1, pp.187-205.
- 17) Crespo, N., Fontoura, M. P., (2007), « Determinant factors of FDI spillovers -What do we really know? », *World Development*, Vol. 35, N°3, pp. 410-425.
- 18) Crivelli, E., Gupta, S., (2014), « Resource Blessing, Revenue Curse? Domestic Revenue Effort in Resource-Rich Countries », *European Journal of Political Economy*, Vol.35, pp.88-101.
- 19) Doghmi, H. (2020), « La capacité de mobilisation des recettes fiscales au Maroc », *Bank Al-Maghrib, Département de la Recherche*, pp.1-36.
- 20) Drazen, A., Eslava, M., (2010), « Electoral manipulation via voter-friendly spending: Theory and evidence », *Journal of Development Economics*, Vol. 92, N°1, pp. 40-51.
- 21) Esso, L. J. (2005), « Investissements directs étrangers : déterminants et influence sur la croissance économique », *Politique économique et développement*, N° 117, pp. 1-27.
- 22) Fabio Padovano, F., Galli, E. (2001), « Tax rates and economic growth in the OECD countries (1950-1990) », *Economic Inquiry*, Vol. 39, N°1, pp. 44-57.
- 23) Fjeldstad, O.H., Tungodden, B. (2001), « Fiscal Corruption: A Vice or a Virtue? », *CMI Working Paper WP*, N°13, pp.1-19.
- 24) FMI (2018), « Mobilisation des recettes fiscales et investissement privé », *Études économiques et financières*, pp.1-141.
- 25) Fontagné, L., Mohnen, P., Wolff, G (2014), « Pas d'industrie, pas d'avenir ? », *Conseil d'analyse économique*, Vol 3, N°13, pp. 1-12.
- 26) Griffith R., Redding S., Simpson H. (2004), « Foreign ownership and productivity : New evidence from the services sector and the R&D Lab », *Oxford Review of Economic Policy*, Vol. 20, N°3, pp. 440-456.
- 27) Gupta, A. S. (2007), « Determinants of Tax Revenue Efforts in Developing Countries », *International Monetary Fund, WP/07/184*, pp.1-41.
- 28) Ha, Dao., Godbout, L. (2014), « Le rôle de la fiscalité dans la réduction des inégalités : doit-on se soucier de la structure fiscale servant à prélever les recettes ? », *L'Actualité économique*, Vol. 90, N°4, p. 303-327.
- 29) Keller W. (2004), « International technology diffusion », *Journal of economic literature*, Vol. 42, N°3, pp. 752-782.
- 30) Krugman, P. R., J. Alm, S. M. Collins, et E. Remolina (1992), « Transforming the Philippine Economy », *Quezon City: APO Production Unit, Inc.*
- 31) Kumbhakar, S. C., Lien, G., Hardaker, J. B. (2014), « Technical efficiency in competing panel data models: a study of norwegian grain farming », *Journal of Productivity Analysis*, Vol. 41, Issue 2, pp. 321-337.
- 32) Lee, Y., Gordon, R.H (2005), « Tax structure and economic growth », *Journal of Public Economics*, Vol. 89, Issue 5-6, pp.1027-1043.
- 33) Leuthold, J. H. (1991), « Tax shares in developing economies a panel study », *Journal of development Economics*, Vol. 35, N°1, pp. 173-185.
- 34) Mahdavi, S. (2008), « The level and composition of tax revenue in developing countries: Evidence from unbalanced panel data », *International Review of Economics & Finance*, Vol.17, N°4, pp. 607-617.
- 35) Mainguy, C. (2004), « L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement », *Région et Développement*, N°20, pp. 65-91.
- 36) Milesi-Ferretti, G., Roubini, N. (1998), « Growth Effects of Income and Consumption Taxes », *Journal of Money, Credit and Banking*, N°30, pp.721-744.
- 37) Moussavou, F. (2017), « Impact des structures fiscales sur la croissance économique au Congo-Brazzaville », *European Scientific Journal*, Vol.13, No.34, pp.163-185.
- 38) Mudiyansele, H. K., Shawn Chen, A. R. (2020), « Tax Effort In Developing Countries : Where Is Sri Lanka ? », *Journal of Tax Administration*, Vol 6, Issue 1, pp. 162-189.
- 39) Nawaz, F. (2010), « Exploring the relationships between corruption and tax revenue », *Transparency International*, pp.1-15.
- 40) Nyongolo Luwawa, M. (2015), « Incidence de l'inflation sur les recettes fiscales en RDC de 2005 à 2015 », *Cahiers Du CERUKI*, N°49, pp.275-285.
- 41) Olivera, H. G. J. (1967), « Money, Prices, and Fiscal Lags: A Note on the Dynamics of Inflation », *Banca Nazionale del Lavarò, Quarterly Review*. Vol. 20, pp. 258-267.

- 42) Padovano and Galli (2001), « Tax rates and economic growth in the OECD countries », *Economic Inquiry*, Vol 39, Issue 1 p. 44-57.
- 43) Pesaran, M. H., Shin, Y., Smith, R. J. (2001), « Bounds testing approaches to the analysis of level relationships », *Journal of applied econometrics*, Vol. 16, N°3, pp. 289-326.
- 44) Pessino, C. And R. Fenochietto (2010). "Determining Countries' Tax Effort." *Hacienda Pública Española/Revista de Economía Pública*, Vol. 195, N° 4, pp. 65–87.
- 45) Piancastelli, M. (2001), « Measuring the Tax Effort of Developed and Developing Countries : Cross Country Panel Data Analysis - 1985/95 », IPEA Working Paper N°. 818.
- 46) Plan National de Développement (2022-2026) « Une économie forte, diversifiée et résiliente pour une croissance inclusive et un développement durable irréversible », *Cadre Stratégique de Développement (CSD)*, pp. 1-129.
- 47) Radouane, J., Said, Y. (2020), « Determinants of tax revenue: Empirical evidence for Morocco », *International Journal of Innovation and Applied Studies*, Vol. 30, N°. 1, pp. 84-90.
- 48) Richupan, S. (1984), « Income Tax evasion: a review of the measurement of techniques and some estimates for the developing countries », *Department of Memorandum*, N°. DM/84/46.
- 49) Salhi, S.E., Echaoui, A. (2020), « Les effets de la corruption et la composition sectorielle sur la structure des recettes fiscales au Maroc : Essai de Modélisation Macroéconométrique », *Repères et Perspectives Economiques*, Vol. 4, N°2, pp.1-26.
- 50) Shin, K. (1969), « International Difference in Tax Ratio », *The Review of Economics and Statistics*, Vol. 51, Issue 2, pp. 213-220.
- 51) Stotsky, M, J. G., WoldeMariam, M, A. (1997), « Tax effort in sub-Saharan Africa », *IMF WP/97/107 73*), Washington DC: IMF.
- 52) Tait, A. A., Grätz, W. L., Eichengreen, B. J. (1979), « International comparisons of taxation for selected developing countries, 1972-1976 », *Staff Papers*, Vol. 26, N°1, pp. 123-156.
- 53) Tanzi, V., (1977), « Inflation, Lags in Collection, and the Real Value of Tax Revenue », *Staff Papers*, Vol. 24, Issue 1, pp. 154-167.
- 54) Tanzi, V., (1992), « Fiscal policies in economies in transition », *Vito Tanzi*, IMF, Washington DC: International Monetary Fund, pp.1-366.
- 55) Tanzi, V., Davoodi, H.R. (1997), « Corruption, Public Investment, and Growth », [IMF Working Paper N°. 00/182](#), pp.1-23.
- 56) Tanzi, V., Davoodi, H.R. (2000), « Corruption, Growth, and Public Finances », *IMF Working Paper*, N°00/182, 27p.
- 57) Teera, J. (2002), « Tax performance: a comparative study », *University of Bath, Economics working paper*.
- 58) Thornton, J., (2008), "Corruption and the composition of tax revenue in Middle East and African economies", *South African Journal of Economics*, Vol 76, N°2, pp.316-320.
- 59) Trinnou (2021), « Anayse des facteurs explicatifs de l'effort fiscal et du potentiel fiscal dans les pays de l'UEMOA », *Document d'Etude et de Recherche N °COFEB/DER/2021/03*, pp.1-34.
- 60) Vergne, C., (2009), « Democracy, elections and allocation of public expenditures in developing countries », *European Journal of Political Economy*, Vol.25, Issue 1, pp. 64-76.
- 61) Widmalm, F. (2001), « Tax structure and growth: Are some taxes better than others? », *Public Choice*, Vol.107, Issue 3-4, pp. 199-219.
- 62) Yaya Kehou, (2010), « Effets macroéconomiques de la politique fiscale en Côte d'Ivoire », *Politique Economique et Développement n°3*, CAPEC.
- 63) Zee, H. H., (1996), « Empirics of cross-country tax revenue comparisons », *World Development*, Vol. 24, N°10, pp. 1659-1671.